

LE JOUR D'AVANT

L'environnement à l'Inra : longtemps contre nature...

BRUITS FOND
DE
10

Mettre les enjeux agricoles et alimentaires en lien avec la question environnementale semble aujourd'hui évident. Et pourtant, tel ne fut pas le cas dans la recherche agronomique jusqu'à la toute fin du XX^e siècle. Certes, des scientifiques, à l'Inra et ailleurs, jouèrent très tôt un rôle important, dès le tournant des années 1970, dans la prise de conscience par les sociétés occidentales des graves atteintes à l'environnement. Mais, dans la programmation scientifique de l'Institut, force est de constater que la « nature » n'eut longtemps pour seul statut que celui de stock de ressources potentielles. Seules les crises systémiques des années 1990 contraignirent la direction à un *aggiornamento* de sa doctrine. Comment expliquer une si lente maturation ?

« LA FAUTE À L'INDUSTRIE ».

Le surgissement de la « question environnementale » dans les années soixante s'est opéré non dans le débat scientifique européen mais de manière plus précoce dans le monde anglo-saxon, notamment en Amérique du Nord. À l'échelle du grand public, c'est la marée noire consécutive à l'échouage du *Torrey Canyon* en 1967 qui marque le début des mobilisations pour l'environnement. Dans la foulée, mai 1968 ouvre un espace pour la contestation de la destruc-



par Egizio Valceschini,
directeur de recherches Inra,
président du Comité d'histoire
de l'Inra et du Cirad.
et Pierre Cornu¹

tion de la nature par le capitalisme. Du côté politique, Georges Pompidou n'est pas insensible aux enjeux environnementaux : il crée en 1971 le premier ministère dédié à cette cause. Malgré tout, l'idée domine encore que les principales menaces viennent de l'industrialisation et de l'urbanisation, pas de l'agriculture. Engagés dans l'accompagnement de la modernisation agricole et alimentaire de la France, les chercheurs de l'Inra se montrent certes sensibles aux alertes sur l'état des sols et des nappes phréatiques, mais ils ne cèdent rien sur la nécessité d'une rationalisation de la production. L'agronomie publique serait, par principe, la meilleure garante du bon usage des ressources de l'environnement et de l'application raisonnée des intrants. Stéphane Hénin, agronome

respecté, n'a-t-il pas redéfini l'agronomie en 1967 comme une « écologie appliquée »² au champ cultivé et à l'aménagement du territoire ? Pour la plupart de ses collègues, ce sont principalement les acteurs externes, notamment les industriels, qui doivent être mis devant leurs responsabilités environnementales.

UNE NATURE HORS SUJET. La montée en puissance de la contestation écologique dans la France et dans l'Europe des années soixante-dix, le lancement en 1972 du premier programme d'action communautaire sur l'environnement et l'organisation, la même année, de la conférence de l'Onu sur l'environnement à Stockholm poussent toutefois la recherche agronomique à réviser, par touches successives, sa doctrine agronomique. Certains chercheurs de l'Inra se montrent désireux de participer au débat scientifique international qui s'ouvre avec la création par l'Unesco du programme « *Man and Biosphere* » en 1971. La gravité croissante des atteintes aux équilibres des écosystèmes et à la biodiversité ainsi qu'à la santé publique, la découverte des effets atmosphériques et systémiques des pollutions, tout concourt à faire de l'environnement non plus une collection de problèmes localisés, mais une crise globale du monde industrialisé.

1 - Auteurs de « L'environnement et l'agronomie à l'Inra : essai d'analyse historique d'une mise en convergence », dans Guy Richard et al., *Une agronomie pour le XXI^e siècle*, éditions Quae, 2018, p. 18-40.

2 - Stéphane Hénin, « Les acquisitions techniques en production végétale et leurs applications », dans *Économie rurale*, n° 74, 1967, p. 37-44.

« ...un hiatus croissant entre la force des mots prononcés par les dirigeants et la modestie des moyens qu'ils engagent... »

Pourtant, quand Jacques Poly, directeur scientifique de l'Inra, préface en 1972 le rapport « L'Inra et l'environnement »³, il en retient une définition large et floue, rangeant sous cette bannière des recherches sur les paysages l'aménagement du territoire, la pollution, la sécurité sanitaire ou encore la gestion des déchets. L'environnement ce sont les nuisances perçues du modèle économique et technologique. La nature n'est pas le sujet, elle est même hors sujet. « *Le retour à la forêt "sauvage" est une illusion dangereuse* », écrit-il, voyant avec méfiance la résurgence d'une conception esthétique de la ruralité qui viendrait contester la marche du progrès et sa contribution à la croissance économique.

L'ENVIRONNEMENT CONTRE LE PROGRÈS ?

Le forçage inconsidéré des ressources de la biosphère est toutefois, de manière croissante, une source de vulnérabilité pour l'agriculture elle-même. La crise énergétique de 1973 joue un rôle de révélateur, instaurant un débat sur les limites de « l'intensification » et du « productivisme ». La sécheresse de 1976 place la thématique de l'eau, ressource fortement sollicitée par l'agriculture intensive, au cœur des préoccupations des agronomes, qui sortent enfin de la défensive. La publication en 1980 du rapport de Stéphane Hénin sur l'eau et les pollutions diffuses par les engrais et les déjections animales⁴ marque un changement fondamental de posture de la recherche agronomique publique face au modèle

productiviste. Personne ne peut plus considérer que l'industrialisation mal contrôlée serait la seule cause des atteintes à l'environnement rural. Malgré tout, « *il ne saurait être question de remettre en cause la politique d'amélioration de la productivité et des revenus...* »⁵, indique sans ambages le rapport « Environnement » du 8^e Plan (1981-1985). Remettre en cause ou limiter l'intensification en réglementant l'usage des ressources ce serait rejeter en bloc la science, l'innovation et le progrès.

L'HORIZON DU DÉVELOPPEMENT DURABLE.

À partir du tournant des années 1990, la situation évolue toutefois assez vite, à la fois en interne et du côté de la demande sociale. Pour les praticiens des sciences biotechniques, engagés depuis une décennie déjà dans la révision drastique des certitudes acquises en plus d'un siècle de paradigme physico-chimique appliqué aux cultures, la conférence de Rio de Janeiro en 1992 inaugure un vaste débat sur la notion de « développement durable ».

Cependant, faute d'une politique de l'environnement structurante aussi bien de la part du ministère de l'Agriculture que de celui de la Recherche, et malgré une Politique agricole commune qui, à partir de sa réforme en 1992, envoie des signaux favorables, on est loin d'une action publique qui conjuguerait « *une vision globale, systémique, volontariste* »⁶. Les organismes de recherche ont bien du mal à hiérarchiser les fronts de recherche et à les décliner en programmes prio-

ritaires dans un contexte général caractérisé par un hiatus croissant entre la force des mots prononcés par les dirigeants et la modestie des moyens qu'ils engagent pour les traduire en politiques publiques.

Au milieu de cette décennie, il est pourtant acquis que la question environnementale non seulement est appelée à durer, mais qu'elle est vouée à devenir le pivot des politiques publiques nationales et internationales touchant à la gestion des territoires et des ressources. L'Inra engage alors une refondation à deux niveaux : celui de ses propres instances de pilotage programmatique, pour produire une définition de l'environnement cohérente avec la demande sociale et sa prise en charge politique nationale, européenne et mondiale ; et celui des départements de recherche, pour trouver les déclinaisons concrètes de ce concept polysémique capables de rencontrer les méthodologies scientifiques en essor, notamment la modélisation, à la bonne échelle et sur les bons objets. L'Institut connaît alors une intense activité de consultation interne et de production de rapports pour la puissance publique, mettant en lumière les compétences mûries au sein de quelques départements pionniers, notamment du côté de la science du sol et de la bioclimatologie.

ENFIN LES FRUITS. Dans ce cadre, la création du département Environnement et Agronomie en 1998 reflète un basculement : car, dès lors, les maturations de la question environnementale d'une part et de la conversion de l'agronomie aux approches systémiques d'autre part se rencontrent pour développer une dynamique à la fois scientifique, sociale et politique de grande ampleur. L'environnement n'est plus seulement un mot d'ordre communicationnel, mais véritablement un aiguillon scientifique. À vingt ans de distance, force est de reconnaître qu'une lente maturation a fini par porter ses fruits et que la réforme de 1998 a permis de développer une recherche à la hauteur des enjeux systémiques du changement global. ♦

3 - Inra, *L'Inra et l'environnement. Inventaire des recherches*, 1972, archive Inra.

4 - Stéphane Hénin, *Activités agricoles et qualité des eaux. Rapport du groupe de travail*, ministère de l'Agriculture/ministère de l'Environnement, 1980, 2 tomes.

5 - Commissariat général au Plan, *Rapport de l'intergroupe Environnement, préparation du 8^e plan 1981-1985*, 1980, p. 97.

6 - Rémi Barré, Michel Godet, *Les Nouvelles Frontières de l'environnement*, Economica, 1982, p.104.